

Cote du document: EB 2013/110/R.24/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 10 c) ii)
Date: 11 décembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour le

Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Matteo Marchisio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2862
courriel: m.marchisio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent dixième session
Rome, 10-12 décembre 2013

Pour: **Approbation**

Table des matières

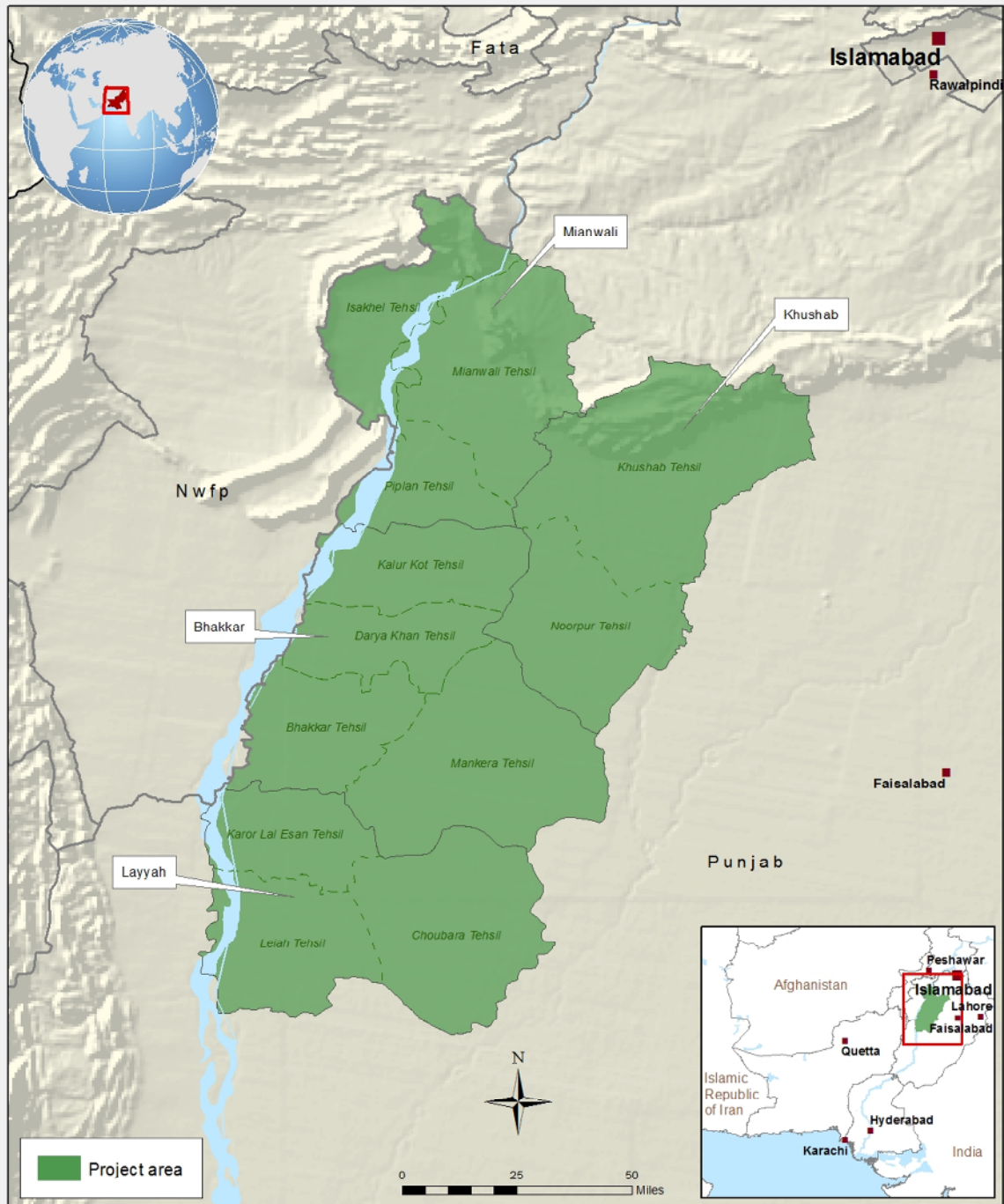
Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation d'approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	1
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	2
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	4
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	6
C. Résumé des avantages et analyse économique	8
D. Durabilité	8
E. Identification et atténuation des risques	9
V. Considérations d'ordre institutionnel	9
A. Respect des politiques du FIDA	9
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	10
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	12
Annexe	
Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	13
Appendice	
Logical framework (Cadre logique)	

Sigles et acronymes

COSOP	Programme d'options stratégiques pour le pays
PTBA	Plan de travail et budget annuel
S&E	Suivi-évaluation
TRE	Taux de rentabilité économique
UCP	Unité de coordination du projet
VAN	Valeur actuelle nette

Carte de la zone du projet

Islamic Republic of Pakistan
Livestock and Access to Markets Project (LAMP)



Source: FIDA; 29/07/2013

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République islamique du Pakistan

Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République islamique du Pakistan
Organisme d'exécution:	Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière du Gouvernement du Penjab
Coût total du projet:	40,83 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	22,43 millions de DTS (équivalant approximativement à 34,5 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,386 million de DTS (équivalant approximativement à 0,6 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de trois quarts de point (0,75%) l'an
Cofinanceurs:	Administrations municipales <i>tehsil</i>
Montant du cofinancement:	Administrations municipales <i>tehsil</i> : 0,460 million d'USD
Conditions du cofinancement:	À déterminer
Contribution de l'emprunteur:	3,40 millions d'USD
Contribution des bénéficiaires:	1,9 million d'USD
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA
Financement rétroactif:	Jusqu'à un maximum de 0,2 million d'USD pour les dépenses admissibles encourues entre la date des négociations et la date d'entrée en vigueur de l'accord de financement

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour le Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage, telle qu'elle figure au paragraphe 44.

Proposition de prêt à la République islamique du Pakistan pour le Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. **La pauvreté au Penjab.** Le Penjab, où 19% de la population vit au-dessous du seuil de pauvreté, connaît le taux de pauvreté le plus faible de toutes les provinces du Pakistan, mais il compte le plus grand nombre de pauvres. Dans le domaine agricole, les résultats obtenus par cette province sont les meilleurs du pays, mais cette suprématie ne s'est pas traduite par une réduction concrète de la pauvreté rurale. Il existe des poches de forte pauvreté dans les districts du sud et de l'ouest du Penjab.
2. **Les possibilités offertes par le secteur de l'élevage en matière de croissance et de réduction de la pauvreté.** L'élevage, qui compte pour 56% du produit intérieur brut (PIB) agricole et 11% du PIB total, représente la part la plus importante de la production agricole pakistanaise. Élément essentiel du système agricole mixte des petits exploitants, il offre de réelles possibilités de croissance et de réduction de la pauvreté dans l'ensemble du Pakistan, et en particulier au Penjab où 30 à 40% des revenus en milieu rural sont tirés des activités liées à l'élevage. Ce secteur est celui qui peut contribuer le plus à atteindre les hommes et les femmes sans terre ne possédant que peu de biens.
3. **Obstacles au développement du secteur de l'élevage.** Malgré son énorme potentiel, le secteur de l'élevage ne s'est pas développé et n'a pas véritablement progressé en raison de plusieurs facteurs entravant la production, notamment: i) la faible productivité; ii) les taux de mortalité/morbidité élevés; iii) l'accès limité aux marchés; iv) l'insuffisance du cadre administratif, réglementaire et institutionnel; et v) les carences du secteur privé.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. **Justification du projet.** Les bons résultats obtenus par le Penjab sur le plan agricole ne se sont pas traduits par une réduction concrète de la pauvreté rurale. Le Gouvernement du Penjab s'attache à titre hautement prioritaire à développer le secteur de l'élevage, en vue de stimuler la croissance et de réduire la pauvreté, et il a demandé au FIDA de lui apporter son assistance financière et technique pour atteindre cet objectif. Le projet aidera le Gouvernement du Penjab à améliorer la productivité et la production agricoles en s'attaquant aux obstacles qui empêchent le secteur de réaliser son potentiel.
5. **Portée du projet.** Le projet s'attachera principalement à favoriser l'accroissement de la production et à améliorer l'accès aux marchés pour les produits de l'élevage, et il facilitera l'établissement de liens entre les petits producteurs et un large éventail d'entrepreneurs privés dans les filières de l'élevage et de la production laitière. Les activités entreprises pour atteindre ces objectifs comporteront deux composantes: i) des interventions ciblées et spécifiques à une zone visant à

développer la production et la commercialisation des produits animaux dans les zones cibles en améliorant l'accès des petits exploitants aux services chargés de l'élevage, et en renforçant la capacité des prestataires privés locaux et des institutions gouvernementales à assurer ces services; et ii) un appui plus général sur le plan des politiques et des institutions, qui vise à renforcer le cadre administratif, réglementaire et institutionnel dans son ensemble.

6. **Orientation stratégique.** Le projet limitera ses interventions aux sous-secteurs de l'élevage qui sont les plus à même d'avoir un impact sur les paysans pauvres, notamment les activités liées à la production laitière, aux petits ruminants et aux volailles de basse-cour. Dans la ligne de la stratégie retenue, le projet s'attachera donc à: i) développer la production de volailles de basse-cour et l'engraissement et la commercialisation de petits ruminants, dans les zones arides, semi-arides et désertiques du projet; et ii) développer la production et la commercialisation des produits laitiers, dans les zones où la production laitière est excédentaire ou peut être augmentée.
7. **Appropriation et alignement sur les priorités nationales et sur la stratégie du FIDA pour le pays.** Le présent projet a été inclus dans la réserve des projets qui seront financés au cours du cycle couvert par le programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) 2010-2014. Le Gouvernement du Penjab a réitéré sa demande concernant le projet à l'occasion de l'examen à mi-parcours du COSOP, en mai 2012. Le projet proposé est conforme au Cadre de développement à moyen terme du Gouvernement du Penjab, dont l'une des principales priorités est le développement du secteur de l'élevage.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

8. **Zone du projet.** Le projet est centré sur la partie occidentale de la province du Penjab, où le taux de pauvreté est le plus élevé. Il sera mis en œuvre dans environ 750 villages, dans les quatre districts de Mianwali, Khushab, Bhakkar et Layyah. La zone du projet a été sélectionnée selon les critères suivants: i) taux de pauvreté élevé; ii) investissements des donateurs insuffisants; iii) dépendance à l'égard de l'élevage; et iv) impact probable grâce à l'accroissement de la production et à l'amélioration de l'accès aux marchés. La priorité sera donnée aux villages caractérisés par: i) la possibilité d'accroître la production; et/ou ii) une production excédentaire avec toutefois un accès limité aux marchés. Dans la mesure du possible, le projet sera mis en œuvre dans le cadre de conseils de villages voisins, afin d'améliorer le rapport coût-efficacité de l'exécution et du suivi des activités.
9. **Groupe cible.** Le groupe cible du projet comprendra des paysannes et des paysans qui possèdent du bétail et dont les revenus, la sécurité nutritionnelle et les filets de protection reposent principalement sur l'élevage. Dans cette catégorie, les trois groupes ci-après sont expressément visés: i) la population pauvre productive; ii) la population pauvre vulnérable; et iii) les ménages dirigés par une femme. En termes d'estimation du nombre de bénéficiaires, il est prévu qu'environ 112 500 ménages pauvres (soit quelque 765 000 personnes) tireront profit du projet (le coût par bénéficiaire s'élevant à 363 USD par ménage ou 53 USD par personne).

B. Objectif de développement du projet

10. La *finalité du projet* est de contribuer à la croissance rurale et à la réduction de la pauvreté dans les zones rurales du Penjab. Son *objectif de développement* est d'améliorer les moyens de subsistance de 112 500 ménages pauvres dans les districts de Mianwali, Khushab, Bhakkar et Layyah. Pour ce faire, le projet s'attaquera aux principaux obstacles qui freinent l'accroissement de la production et de la productivité dans le secteur de l'élevage.

11. **Résultats attendus.** Les principaux résultats attendus du projet sont notamment l'amélioration de la sécurité alimentaire et des revenus des ménages ciblés, qui découlera de l'accroissement de la productivité, de la production et de la commercialisation des produits de l'élevage, et de la réduction des pertes de bétail grâce à la baisse des taux de morbidité et de mortalité dans la zone du projet.

C. Composantes/résultats

12. **Composantes du projet.** Le projet s'articule autour de trois composantes complémentaires:
- a) **Composante 1: Appui à la production (26,8 millions d'USD, 70% du coût total du projet).** Cette composante vise à accroître la production et la productivité animales dans la zone du projet moyennant: i) le renforcement des capacités des communautés bénéficiaires – notamment les femmes vulnérables –, des acteurs du secteur privé et du Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière; et ii) un appui en faveur de la construction de petites infrastructures gérées par les communautés et visant à améliorer la productivité animale. Cette composante facilitera la participation du secteur privé, qui assurera des activités d'assistance technique et de renforcement des capacités et d'autres services. Elle comprend quatre sous-composantes: 1.1. renforcement des capacités des organisations communautaires (8,9 millions d'USD); 1.2. infrastructures communautaires (6,5 millions d'USD); 1.3. renforcement des capacités du secteur privé (6,1 millions d'USD); et 1.4. renforcement des capacités du Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière (5,1 millions d'USD).
 - b) **Composante 2: Appui à la commercialisation (5,5 millions d'USD, 14% du coût total du projet).** Cette composante vise à accroître les ventes des produits de l'élevage en améliorant l'accès des petits exploitants aux marchés. Elle facilitera l'établissement de liens avec le secteur privé pour ce qui est de la fourniture d'intrants, des activités de renforcement des capacités et d'autres services. Elle comprend trois sous-composantes: 2.1. renforcement des organisations paysannes de commercialisation (1,2 million d'USD); 2.2. infrastructures des marchés (3,5 millions d'USD); et 2.3. informations sur les marchés et établissement de liens (0,6 million d'USD).
 - c) **Composante 3: Gestion du projet (6,0 millions d'USD, 16% du coût total du projet).** Cette composante prend en charge la fonction de coordination et les tâches techniques de l'unité de coordination du projet (UCP). Un dispositif spécial de financement sera créé au titre de cette composante pour soutenir les activités qui nécessitent un appui supplémentaire et/ou sont en voie d'expansion.
13. **Principaux indicateurs d'impact et objectifs chiffrés du projet.** On évaluera l'impact du projet en mesurant: i) le nombre de ménages dont les moyens de subsistance se sont améliorés; ii) l'accroissement en pourcentage du revenu net des ménages; iii) l'accroissement en pourcentage de la productivité animale; et iv) la diminution en pourcentage du taux de mortalité du bétail des ménages ciblés. Les objectifs spécifiques consistent à obtenir, d'ici à la fin du projet: i) l'amélioration des moyens de subsistance de 112 500 ménages; ii) une augmentation de 50% du revenu net des ménages ciblés; iii) un accroissement de 17% de la productivité animale; et iv) un recul du taux de mortalité de 50% pour les bovins et buffles et de 33% pour les petits ruminants.

III. Exécution du projet

A. Approche

14. **Approche du projet.** Le projet adoptera une approche intégrée du développement de l'élevage, dont les éléments complémentaires (santé, reproduction, alimentation, commercialisation) seront traités simultanément, l'objectif étant de créer des effets de synergie.
15. Parmi les autres principaux fondements de l'approche adoptée figurent les éléments suivants: i) création de partenariats public-privé; ii) accent mis sur la pauvreté; iii) accent mis sur les femmes; iv) approche participative; et v) recours à des prestataires de services pour la mise en œuvre des activités du projet.

B. Cadre organisationnel

16. **Organisme d'exécution principal.** Le Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière du Gouvernement du Penjab sera l'organisme d'exécution principal.
17. **Exécution du projet.** L'exécution du projet suivra un modèle hybride, selon lequel les différentes composantes et activités seront mises en œuvre par divers organismes publics et partenaires d'exécution et prestataires de services du secteur privé, coordonnés par une UCP autonome relevant du Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière et épaulée par quatre unités de coordination de district.
18. **Principaux partenaires envisagés.** Les principaux partenaires envisagés sont notamment un prestataire chargé de la mobilisation sociale (par exemple, une organisation non gouvernementale [ONG] ou un programme d'appui rural), des prestataires de services techniques (écoles vétérinaires ou universités agricoles, centres de recherche), les administrations municipales *tehsil*¹, des institutions financières (notamment, le Fonds de réduction de la pauvreté du Pakistan [PPAF], le Programme national d'appui rural [NRSP], Easypaisa, UBL Omni, Akhuwat) et un large éventail de sociétés privées (Telenor/Tameer, Engro Foods, Millac Foods Limited, Shakarganj Food Products Limited, Noon Pakistan Limited, Nestlé). La fourniture des services sera assurée dans le cadre d'accords contractuels ou de partenariats régis par des mémorandums d'accords.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

19. **Planification.** Le plan de travail et budget annuel (PTBA) sera le principal document utilisé pour la planification du projet. Il servira à définir les objectifs et les activités spécifiques, à établir les priorités de gestion aux fins de l'exécution, à prévoir les besoins en matière de passation des marchés et à faciliter la mobilisation du personnel et des ressources financières.
20. **Suivi-évaluation.** Le système de suivi-évaluation (S&E) sera un outil de gestion du projet essentiel, qui fournira des données et des rétro-informations pour améliorer l'efficacité, l'efficience, la pérennité, la pertinence et l'impact des activités. Les activités de S&E seront dans l'ensemble du ressort de l'UCP et des unités de coordination de district, qui rassembleront et analyseront les données recueillies par toutes les unités et les prestataires de services et partenaires d'exécution, en suivant la présentation et le calendrier convenus pour l'établissement des rapports. Dans la mesure du possible, tous les indicateurs seront ventilés par sexe et selon la situation socioéconomique, afin de pouvoir évaluer adéquatement si le projet atteint bien les bénéficiaires visés, à savoir les ménages pauvres, les petits exploitants, les femmes et les groupes vulnérables. Les principaux éléments du système de S&E

¹ Unité administrative à l'échelon du comté.

sont les suivants: i) suivi des progrès; ii) suivi des résultats; et iii) enquête de référence.

21. **Apprentissage et gestion des savoirs.** L'apprentissage et la gestion des savoirs systématiques amélioreront l'efficacité et l'efficacité du projet, car ils permettront de passer en revue et de simplifier les procédures, de s'adapter rapidement aux enseignements les plus récents et de renforcer l'impact. Les principales caractéristiques de la méthode de gestion des savoirs du projet sont les suivantes: i) organisation de rencontres annuelles des parties prenantes, qui rassembleront les principaux intervenants du secteur de l'élevage dans une optique de partage des enseignements et des données d'expérience; ii) brèves vidéos, documentaires, études de cas, notes techniques et thématiques, récits audio, et articles et bulletins d'information rédigés dans la langue locale, afin de rendre compte du partage des enseignements et de le faciliter; et iii) apprentissage auprès de la communauté de pratiques en matière de développement de l'élevage favorable aux pauvres, une initiative du FIDA.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

22. **Responsabilités en matière de gestion financière.** L'UCP sera chargée de la gestion financière du projet, ainsi que de la coordination et de la consolidation de tous les rapports financiers transmis par les partenaires d'exécution. Elle gèrera une série complète de comptes conformément aux exigences du FIDA et aux normes comptables internationalement reconnues. Budgétisation: l'UCP sera chargée de la budgétisation du projet dans le cadre de l'établissement du PTBA. Les fonds de contrepartie versés par le Gouvernement pakistanais sont inscrits au budget provincial du Gouvernement du Penjab en vue de leur transfert au projet. Dispositions concernant les flux de fonds et les décaissements: le projet appliquera la méthode du compte d'avances temporaires pour les avances des comptes désignés; ces comptes désignés seront ouverts auprès de la Banque de l'État du Pakistan. Les fonds seront transférés au niveau des districts par l'intermédiaire des agences correspondantes de la Banque nationale du Pakistan, des comptes subsidiaires étant ouverts pour les unités de coordination de district (comptes de fonds renouvelables). Ces comptes subsidiaires de district seront également gérés selon la méthode du compte d'avances temporaires.
23. **Risque fiduciaire du projet.** Afin de s'assurer que les dispositions proposées pour la gestion financière sont suffisantes pour garantir une utilisation efficace et efficiente des fonds, une évaluation des risques dans ce domaine a été effectuée pendant la conception du projet. Les risques fiduciaires ont été classés dans la catégorie des risques moyens. Compte tenu de cette évaluation, les mesures d'atténuation ci-après ont été proposées: i) utiliser un logiciel de comptabilité; ii) garder des liquidités suffisantes sur les comptes; iii) effectuer les paiements sur la base des états de dépenses certifiés, entre autres mesures; iv) établir des rapports financiers intermédiaires pour faciliter le suivi de l'état d'avancement sur le plan financier; et v) engager un cabinet d'experts-comptables agréé qui effectuera un audit des prestataires chargés de la mobilisation sociale, conformément au mandat approuvé par le FIDA. Les auditeurs seront recrutés dans les deux mois suivant l'entrée en vigueur de l'accord de financement pour la première année, et au cours des deux mois précédant la clôture de l'exercice financier pour les années suivantes. Les rapports d'audit seront présentés au FIDA dans les six mois suivant la clôture des comptes annuels.
24. **Passation des marchés.** Les plans annuels de passation des marchés serviront de guide pour l'ensemble des achats, qui seront effectués conformément au PTBA. La passation des marchés se fera selon les règles de la République islamique du Pakistan dans ce domaine, dans la mesure où elles sont compatibles avec les Directives du FIDA pour la passation des marchés relatifs aux projets. Tous les achats regroupés normalisés seront effectués par l'UCP de manière à favoriser les économies d'échelle et l'efficacité. Pour ce qui est des plans et des budgets à

l'échelon des districts et de la passation des marchés pour des biens et des services peu importants, au niveau local, les responsabilités seront, dans la mesure du possible, décentralisées et transférées aux unités de coordination de district par le biais des fonds renouvelables créés à cet effet.

E. Supervision

25. **Supervision et appui à l'exécution.** Le FIDA supervisera directement le projet, des missions d'appui à la supervision ou à l'exécution étant organisées tous les six mois au cours de la période initiale et, par la suite, au moins une fois par an. Le Gouvernement du Penjab apportera un soutien logistique à ces missions, et adjoindra à chacune d'entre elles une personne qu'il aura désignée.
26. **Examen à mi-parcours et rapport d'achèvement de projet.** Un examen à mi-parcours sera effectué à la fin de la troisième année du projet, afin d'évaluer les progrès accomplis, les résultats obtenus, les difficultés rencontrées, les premiers effets et la pérennité probable des activités, et de formuler des recommandations et procéder aux ajustements nécessaires pour la période d'exécution restante. Cet examen sera mené conjointement par l'UCP et le FIDA. À la fin du projet, une évaluation terminale, qui servira à l'élaboration du rapport d'achèvement de projet, sera effectuée; elle sera fondée sur une enquête officielle réalisée de préférence par un organisme qui n'aura pas été associé précédemment à l'exécution du projet.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. **Coût du projet.** Le coût total du projet, y compris les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers, est estimé à 40,83 millions d'USD pour les six années de la période d'exécution. La contribution du FIDA s'élèvera à 35,1 millions d'USD (86% du coût total), sous forme de prêt (34,5 millions d'USD) et de don (0,6 million d'USD). Le coût total de base est de 38,28 millions d'USD et les provisions pour aléas d'exécution et aléas financiers s'élèvent à 2,55 millions d'USD. La principale hypothèse retenue pour établir le coût du projet concerne le taux d'inflation, estimé à 7% d'après la tendance observée au Pakistan au cours des trois dernières années.

B. Financement du projet

28. **Financement et cofinancement.** Le FIDA financera le projet à hauteur de 86% (moyennant un prêt de 34,5 millions d'USD accordé à des conditions particulièrement favorables et un don de 0,6 million d'USD). Le Gouvernement du Penjab apportera 3,40 millions d'USD (8,3%) en finançant les traitements de l'ensemble de son personnel détaché auprès du projet, tous les droits et taxes sur les articles achetés aux fins d'utilisation par le projet, 50% des fonds nécessaires pour se procurer les vaccins et les médicaments au niveau des districts, et 50% des fonds servant à acheter les motos destinées aux agents de terrain. Les bénéficiaires apporteront 1,9 million d'USD (4,6%), sous forme de contributions en nature et en finançant 20% des coûts des programmes d'infrastructures à usage collectif et 50% des coûts des programmes d'infrastructures réalisés au profit des ménages à titre individuel. Les associations municipales *tehsil* financeront à hauteur de 50% la modernisation des marchés aux bestiaux au niveau des *tehsil* ou des sous-*tehsil*. Le secteur privé devrait également apporter sa contribution en finançant/cofinançant des activités de projet spécifiques, mais ces coûts n'ont pas encore été estimés. Le tableau 1 récapitule le financement par bailleur de fonds et par catégorie de dépenses.

Tableau 1
Financement par bailleur de fonds et par catégorie de dépenses

	Catégories de dépenses par financeurs (en milliers d'USD)										Devises	Monnaie locale (Hors taxe)	Droits et taxes		
	Prêt FIDA		Don FIDA		Gouvernement		AMT ^a		Bénéficiaires					Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%				Montant	%
A. Travaux de génie civil															
1. Infrastructures communautaires	5 884	80.0	-	-	0	-	-	-	1 471	20.0	7 355	18.0	-	7 355	-
2. Infrastructure commerciale	460	50.0	-	-	-	-	460	50.0	-	-	921	2.3	-	921	-
Sous-total travaux de génie civil	6 345	76.7	-	-	0	-	460	5.6	1 471	17.8	8 276	20.3	-	8 276	-
B. Véhicules et matériel															
1. Équipement pour le renforcement des capacités du secteur privé	523	84.0	-	-	100	16.0	-	-	-	-	622	1.5	-	523	100
2. Équipement pour le renforcement des capacités de L&DDD ^b	282	91.0	-	-	28	9.0	-	-	-	-	310	0.8	-	282	28
3. Infrastructure commerciale	923	84.0	-	-	176	16.0	-	-	-	-	1 099	2.7	-	923	176
4. Information sur les marchés et liens	63	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	63	0.2	-	63	-
5. Véhicules et équipement de l'UCP ^c	97	38.7	-	-	153	61.3	-	-	-	-	250	0.6	-	97	153
6. Véhicules et équipement des UCD ^c	11	10.0	-	-	101	90.0	-	-	-	-	112	0.3	-	11	101
Sous-total véhicules et matériel	1 899	77.3	-	-	558	22.7	-	-	-	-	2 457	6.0	-	1 899	558
C. Création d'actifs															
1. Renforcement des capacités communautaires	4 145	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	4 145	10.2	-	4 145	-
2. Infrastructure commerciale	1 598	80.0	-	-	-	-	-	-	399	20.0	1 997	4.9	-	1 598	-
Sous-total création d'actifs	5 743	93.5	-	-	-	-	-	-	399	6.5	6 143	15.0	-	5 743	-
D. Assistance technique															
1. Renforcement des capacités de L&DDD	-	-	116	100.0	-	-	-	-	-	-	116	0.3	-	116	-
2. Information sur les marchés et liens	118	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	118	0.3	118	-	-
Sous-total assistance technique	118	50.5	116	49.5	-	-	-	-	-	-	235	0.6	118	116	-
E. Formations, ateliers et études															
1. Renforcement des capacités communautaires	4 800	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	4 800	11.8	-	4 800	-
2. Renforcement des capacités du secteur privé	3 147	86.8	478	13.2	-	-	-	-	-	-	3 625	8.9	-	3 625	-
3. Renforcement des capacités de L&DDD	138	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	138	0.3	-	138	-
4. Renforcement des organisations paysannes	1 205	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 205	3.0	-	1 205	-
5. Information sur les marchés et liens	44	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	44	0.1	-	44	-
6. Formation, ateliers, etc., de l'UCP	24	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	24	0.1	-	24	-
7. Formation, ateliers, études des UCD	112	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	112	0.3	-	112	-
Sous-total formations, ateliers et études	9 468	95.2	478	4.8	-	-	-	-	-	-	9 946	24.4	-	9 468	-
F. Salaires et coûts de fonctionnement															
1. Renforcement des capacités communautaires	2 991	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	2 991	7.3	-	2 991	-
2. Renforcement des capacités du secteur privé	35	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	35	0.1	-	35	-
3. Renforcement des capacités de L&DDD	2 187	57.7	-	-	1 600	42.3	-	-	-	-	3 787	9.3	-	3 787	-
4. Information sur les marchés et liens	597	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	597	1.5	-	597	-
5. Salaires et coût de fonctionnement de l'UCP	1 332	60.0	-	-	888	40.0	-	-	-	-	2 221	5.4	-	2 221	-
6. Salaires et coût de fonctionnement des UCD	2 042	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	2 042	5.0	-	2 042	-
Sous-total salaires et coûts de fonctionnement	9 184	78.7	-	-	2 488	21.3	-	-	-	-	11 672	28.6	-	9 184	-
G. Dépenses récurrentes de l'UCP	534	60.0	-	-	356	40.0	-	-	-	-	890	2.2	-	534	-
H. Mécanisme du Fonds spécial	1 213	100.0	-	-	-	-	-	-	-	-	1 213	3.0	-	1 213	-
Total COÛT DU PROJET	34 505	84.5	594	1.5	3 402	8.3	460	1.1	1 871	4.6	40 832	100.0	118	40 156	558

^a AMT: Administration municipale *tehsil*.

^b L&DDD: Développement de l'élevage et de la production laitière.

^c UCD: Unité de coordination de district.

29. **Futur cofinancement.** La Banque mondiale met actuellement au point un programme sur la compétitivité du secteur agricole concernant le Penjab (d'un montant d'environ 100 millions d'USD), afin d'améliorer la productivité agricole des petits exploitants et de les mettre en contact avec les marchés (ce programme devrait être mis en œuvre au cours de l'exercice financier 2014). Il définira un cadre, des buts et des objectifs généraux, à la réalisation desquels un certain nombre de sous-projets contribueront. Le Projet d'appui à la commercialisation des produits de l'élevage s'inscrira dans le cadre de ce programme de la Banque mondiale, dont il contribuera directement à la réalisation des objectifs.
30. **Financement rétroactif.** Une exception aux Conditions générales du FIDA sera demandée afin de permettre le financement rétroactif des dépenses correspondant à certaines activités engagées avant l'entrée en vigueur de l'accord de financement. Si elles sont par ailleurs autorisées, ces dépenses seront considérées admissibles et remboursables par le FIDA (financement rétroactif). Les activités précises et les montants dont le financement rétroactif sera autorisé comprendront les coûts de fonctionnement pour le premier semestre et les frais engagés pour la réalisation de l'enquête de référence et le recrutement d'un prestataire pour la mobilisation sociale et d'un prestataire de services techniques pour la mise en œuvre de la formation technique au titre du projet. Le montant du financement rétroactif sera précisé et arrêté au cours des négociations; il ne dépassera pas 200 000 USD. Le Gouvernement du Penjab accepte de prévoir dans un premier temps les ressources nécessaires pour ce financement, en attendant d'être remboursé sur les fonds apportés par le FIDA, pour toutes les dépenses autorisées.

C. Résumé des avantages et analyse économique

31. **Analyse économique et financière.** Une analyse économique et financière a été réalisée pour évaluer la viabilité économique et financière du projet, examiner l'incidence de ses interventions sur les revenus et observer dans quelle mesure les avantages financiers sont suffisants pour inciter les bénéficiaires à participer aux activités proposées. D'après les résultats de l'analyse économique et financière, le taux global de rentabilité financière du projet est de 26,8% et le taux de rentabilité économique (TRE) de 25,1%. Le rapport bénéfices-coûts s'établit à 2,26 sur la base du taux de rentabilité financière et à 2,1 sur la base du TRE. La valeur actuelle nette (VAN) à un taux d'actualisation de 10% s'élève à 45,1 millions d'USD pour les valeurs financières, tandis qu'elle est chiffrée à 38,8 millions d'USD si l'on utilise les valeurs économiques (tableau 2).

Tableau 2

Analyse économique et financière – récapitulatif des résultats

	Analyse financière			Analyse économique		
	VAN	Rapport bénéfice/coûts	Taux de rentabilité financière	VAN	Rapport bénéfice/coûts	TRE
Appui à la production	41 728	2,40	27,3%	36 335	2,24	25,8%
Appui à la commercialisation	3 383	1,56	22,2%	2 514	1,42	19,3%
Ensemble du projet	45 111	2,26	26,8%	38 849	2,10	25,1%

32. **Analyse de sensibilité.** Une analyse de sensibilité a été réalisée pour évaluer les incidences des éventuelles variations des hypothèses sur les résultats de l'analyse économique. Une modification de la durée du projet due à des retards au moment du démarrage, une réduction des bénéfices, un accroissement des coûts du projet et une baisse des prix des produits de l'élevage ont été simulés. D'après les conclusions de l'analyse de sensibilité, les résultats sont très robustes et les investissements en faveur du projet seraient bien fondés même si toutes ces conditions défavorables étaient réunies, y compris une augmentation des coûts et une réduction des bénéfices simultanées. Des valeurs seuils ont été également calculées pour certaines des principales variables utilisées dans l'analyse de sensibilité. Il ressort de l'analyse que les coûts devraient augmenter de 126% ou les bénéfices diminuer de 56% pour que la VAN soit équivalente à zéro dans l'analyse financière.

D. Durabilité

33. Plusieurs éléments garantissent la durabilité des activités une fois le projet terminé:
- i) l'importance accordée au renforcement des capacités; ii) la mise en place de mécanismes durables de fourniture de vaccins, et l'adoption du principe du recouvrement des coûts; iii) la sélection de races locales pour les programmes d'élevage de volailles et de caprins; iv) la prise en compte des contributions des communautés aux infrastructures collectives et de leur capacité à les faire fonctionner et les entretenir, comme critères pour l'attribution de fonds pour les programmes d'infrastructures; et v) l'amélioration des liens avec les institutions assurant des services financiers, afin de faciliter l'accès au crédit.

E. Identification et atténuation des risques

<i>Risque</i>	<i>Probabilité</i>	<i>Mesures d'atténuation</i>
Sécurité: Les risques en matière de sécurité sont inhérents au Pakistan. Toutefois, la zone du projet ne présente pas actuellement de graves problèmes de sécurité et la situation ne devrait pas se dégrader.	Faible	Même si la situation en matière de sécurité se dégrade dans les districts visés, il est fortement improbable que les activités du projet en souffrent. Des problèmes pourraient se poser pour la supervision des activités, dans la mesure où les déplacements des experts internationaux pourraient être limités. Toutefois, le pays dispose de moyens suffisants pour assurer un appui technique adéquat au projet.
Aggravation des pénuries d'électricité: elles pourraient avoir une incidence directe sur l'amélioration de la productivité et la commercialisation, qui pourraient être fondées sur des hypothèses liées à la disponibilité et au prix de l'énergie.	Modérée	Afin d'atténuer les effets liés à ce risque, des estimations précises et réalistes du prix de l'énergie ont été prises en considération pendant la conception des composantes du projet. Ce dernier apporte aussi des solutions techniques qui ne sont pas tributaires de l'approvisionnement énergétique assuré par le réseau national (par exemple, des réfrigérateurs solaires et des glacières). Le projet financera 625 programmes d'énergie de remplacement (digesteurs de biogaz, pompes à eau solaires) afin de remédier aux problèmes liés à une desserte insuffisante par le réseau national et aux longues pénuries d'électricité dans les zones non desservies par ce réseau.
Graves flambées de maladies animales: la prévalence de la peste des petits ruminants et de la pleuropneumonie contagieuse caprine est élevée au Penjab, en particulier pendant l'hiver. Les vaccins contre ces deux maladies ne sont pas disponibles dans la zone du projet.	Modérée	Le projet appuiera la mise au point et la production de vaccins contre la peste des petits ruminants et la pleuropneumonie contagieuse caprine, et mettra ces vaccins à disposition dans la zone du projet.
Capacité limitée du Gouvernement du Penjab à attirer et retenir des professionnels qualifiés pour l'exécution du projet, après la décision qui a été prise de ne plus accorder d'avantages/de primes au personnel affecté aux projets de développement	Élevée	Même si le gouvernement a accepté de verser des indemnités aux fonctionnaires détachés auprès du projet, diverses mesures d'atténuation supplémentaires ont été envisagées pendant la préparation, notamment la possibilité de recruter le personnel sur le marché du travail en offrant des salaires concurrentiels.
Retards dans le versement des fonds inscrits au budget du compte 4: un problème courant au niveau du district est la difficulté à garantir le déblocage des fonds du compte 4, tenu par le gouvernement du district, qui ont été alloués à un ministère donné. Ces fonds sont généralement détournés pour d'autres usages plus immédiats, tandis que les ministères comme le Ministère de l'élevage ne sont pas prioritaires.	Élevée	Ce risque sera réduit en créant un fonds spécial pour l'achat de vaccins et d'autres intrants essentiels, qui seront mis à la disposition de l'UCP et des unités de coordination de district.
Retards dans le démarrage: l'un des principaux facteurs dont pâtissent les résultats des projets au Pakistan concerne les retards importants accumulés pour remplir les conditions requises pour le premier décaissement et lancer l'exécution. En juin 2013, le Projet de réduction de la pauvreté dans le sud du Penjab, approuvé en décembre 2010, n'avait pas encore rempli les conditions requises pour les décaissements.	Élevée	Le gouvernement a accepté d'accélérer l'approbation des opérations de la commission de planification 1, et des dispositions ont été prises pour que le financement rétroactif préfinance une partie des coûts relatifs au démarrage (par exemple, les coûts de fonctionnement de l'UCP pour le premier semestre et les frais engagés pour réaliser l'enquête de référence et recruter les prestataires de services).

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

34. **Respect des politiques du FIDA.** Le projet est aligné sur le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Les activités, les dispositions prises pour la mise en œuvre et le système de S&E ont été conçus conformément à la Stratégie du FIDA en matière de ciblage et en accord avec les approches définies dans le Cadre pour l'intégration des questions de parité hommes-femmes dans les opérations du Département gestion des programmes (PMD). Le projet est conforme à la Stratégie du FIDA pour le

secteur privé: développement et partenariat. La décision de ne pas ouvrir de ligne de crédit par l'intermédiaire du projet a été prise après un examen minutieux de la Politique du FIDA en matière de finance rurale et des Outils de décision du FIDA en matière de finance rurale. Le projet est aussi aligné sur la Stratégie du FIDA concernant le changement climatique et sur sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement. S'agissant des risques pour l'environnement, il est classé dans la catégorie B.

35. **Stratégie en matière d'égalité des sexes.** Les ménages dirigés par une femme et les populations pauvres vulnérables (des femmes pour la plupart) sont deux des trois groupes cibles du projet. L'intégration des femmes dans les activités est garantie par plusieurs mesures: la définition d'objectifs concernant leur participation à toutes les principales activités; la conception de programmes destinés uniquement aux femmes; l'allocation de crédits pour ces activités; la mise à disposition de personnel sensible à la problématique hommes-femmes et de femmes agents de vulgarisation communautaires; et l'adoption de stratégies encourageant la participation des femmes.

B. Alignement et harmonisation

36. **Alignement sur les priorités du gouvernement.** Le Gouvernement du Penjab considère que le développement du secteur de l'élevage dans la province est hautement prioritaire. Ses trois principales priorités pour ce secteur, énoncées dans le cadre budgétaire à moyen terme du Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière (2010-2013), sont l'amélioration des races, la productivité animale et la commercialisation.
37. **Alignement sur la stratégie de pays du FIDA.** Le programme de pays du FIDA pour le Pakistan est conçu pour appuyer les initiatives de réduction de la pauvreté lancées par le gouvernement et aider à stimuler la croissance de l'économie rurale. Il part de l'hypothèse qu'il est nécessaire d'accroître la productivité des moyens de subsistance en milieu rural et d'améliorer les liens avec les marchés, qui sont des outils efficaces pour combattre la pauvreté. Ce projet a été inclus dans la réserve des projets qui seront financés au cours du cycle couvert par le COSOP (2010-2014). Le Gouvernement du Penjab a réitéré sa demande concernant le projet à l'occasion de l'examen à mi-parcours du COSOP (mai 2012). Le projet est conforme aux grands principes énoncés dans le programme de pays du FIDA pour le Pakistan, qui vise à: i) faciliter l'accès des ruraux pauvres, femmes et hommes, aux actifs productifs, aux compétences, aux services et aux techniques améliorées, en insistant particulièrement sur l'accroissement de la productivité; et ii) renforcer la capacité des populations rurales pauvres à participer aux processus de développement au niveau local et à en tirer profit.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

38. **Innovations.** Le projet devrait comporter plusieurs aspects novateurs: i) la planification stratégique au niveau des districts, avec la définition d'objectifs spécifiques pour la santé et la production animales, et les partenariats stratégiques entre les secteurs public et privé en vue de la mise en œuvre conjointe du plan d'action dans chaque district; ii) le principe du recouvrement des coûts dans le cadre de la fourniture de services de vaccination et d'insémination artificielle; iii) un système de délivrance de certificats, d'enregistrement et de réglementation applicable aux prestataires de services du secteur privé dans le domaine de la santé animale et de l'insémination artificielle; iv) une équipe de femmes spécialistes chargées de la vulgarisation au sein du Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière au niveau des districts; v) la mise au point et la reproduction à plus grande échelle de systèmes novateurs de services financiers et d'information sur les marchés utilisant la technologie mobile; vi) la mise au point et la reproduction à plus grande échelle de solutions énergétiques de remplacement, afin d'appuyer le développement de l'élevage et de garantir que la chaîne du froid

est maintenue pour les vaccins et la semence; et vii) une méthode de formation (par le biais des écoles pratiques d'élevage) qui encourage l'apprentissage participatif (principe de la déviance positive).

39. **Reproduction à plus grande échelle.** Les approches novatrices qui seront adoptées par le projet peuvent être facilement reproduites à plus grande échelle, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du Penjab. Le schéma de reproduction comprend les éléments suivants: i) les piliers de la reproduction à plus grande échelle, parmi lesquels le Ministère du développement de l'élevage et de la production laitière, les prestataires chargés de la mobilisation sociale et les prestataires de services techniques, les sociétés et entrepreneurs privés et les bénéficiaires; ii) des facteurs externes qui favorisent le processus, notamment la demande croissante et non satisfaite de produits de l'élevage; iii) des facteurs locaux qui favorisent le processus, notamment les taux élevés de pauvreté et les possibilités non exploitées d'accroissement de la production/productivité animales; iv) des mesures d'incitation en faveur de la reproduction à plus grande échelle, parmi lesquelles des mesures politiques (la priorité accordée au développement du secteur de l'élevage par le Gouvernement du Penjab) et des mesures économiques (le souhait des agriculteurs d'augmenter leurs revenus); v) les principales modalités de reproduction à plus grande échelle des activités et des approches mises en place par le projet, moyennant la création de partenariats/liens entre les petits exploitants, les sociétés et entrepreneurs du secteur privé et le gouvernement; et vi) le rôle du FIDA qui apporte les ressources financières et techniques nécessaires pour faciliter la création de ces partenariats.

D. Participation à l'élaboration des politiques

40. Même si, au départ, il était prévu que le projet ne porte que sur un domaine spécifique, il est apparu clairement pendant sa conception qu'il ne donnerait pas de bons résultats si certains obstacles politiques et institutionnels plus généraux n'étaient pas surmontés. L'une des sous-composantes du projet (1.4.) appuie l'élaboration de politiques et de directives opérationnelles dans deux domaines où la réglementation est essentielle pour le bon fonctionnement du secteur de l'élevage au Penjab: i) les marchés aux bestiaux; et ii) les fournisseurs de services de santé animale, pour lesquels il faut également prévoir la délivrance de certificats. Une mise en règle dans ces deux domaines est également fondamentale pour garantir la bonne exécution des activités et leur pérennité une fois le projet terminé. Cette sous-composante constitue un point de départ pour engager la concertation sur les politiques avec le Gouvernement du Penjab.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

41. Un accord de financement entre la République islamique du Pakistan et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en annexe.
42. La République islamique du Pakistan est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
43. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

44. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalent à vingt-deux millions quatre cent trente mille droits de tirage spéciaux (22 430 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République islamique du Pakistan un don d'un montant équivalent à trois cent quatre-vingt-six mille droits de tirage spéciaux (386 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Livestock and Access to Markets Project"

(Negotiations concluded on 22 November 2013)

Loan Number: [_____]

Grant Number: [_____]

Project Title: Livestock and Access to Markets Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and the

Islamic Republic of Pakistan (the "Borrower")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1), the Allocation Table (Schedule 2), and the Special Covenants (Schedule 3).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended on 17 September 2010, (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof, as may be amended from time to time, shall apply to this Agreement, except for the provisions identified in Section E paragraph 2 below. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower (the "Financing"), which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.
4. The term Borrower shall be used in this Agreement to refer both to the Borrower of the Loan and to the Recipient of the Grant.

Section B

1. (a) The amount of the Loan is twenty two million four hundred and thirty thousand Special Drawing Rights (SDR 22 430 000).
(b) The amount of the Grant is three hundred and eighty six thousand Special Drawing Rights (SDR 386 000).
2. The Loan is granted on highly concessional terms.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the USD.

4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1st July.
5. Principal and service charges shall be payable on each 1st June and 1st of December with payments of principal commencing on the 1st of June 2024.
6. There shall be two accounts designated to receive funds in advance in USD (Designated Account), for respectively the Loan and Grant proceeds for the exclusive use of this Project in the State Bank of Pakistan.
7. There shall be two sub Designated Accounts in Pakistani Rupees for respectively the Loan and Grant proceeds for the exclusive use of this Project in the State Bank of Pakistan in favour of the Province of Punjab ("Sub Designated Account"). There shall be two Project Accounts in Pakistani Rupees for respectively the Loan and Grant, for Project operations at the National Bank of Pakistan for the benefit of the Project Coordination Unit ("PCU Account") and four sub-accounts in Pakistani Rupees for Project operations in the National Bank of Pakistan at district level, one for each Target District, as defined in Paragraph 1 of Schedule I hereto (collectively, the "Sub-Accounts"). The PCU will transfer the funds to the four Sub- Accounts on the basis of AWPBs submitted by each Target District. Five revolving fund accounts, one to be established at provincial level in the Province of Punjab (the "Provincial Revolving Fund Account") and one for each Target District (each a "District Revolving Fund Account" and, collectively with the Provincial Revolving Fund Account the "Revolving Fund Accounts") shall be opened and maintained at the National Bank of Pakistan. The Provincial Revolving Fund Account shall be used for procuring motorcycles for field staff whilst the District Revolving Fund Accounts shall be used for procuring and supplying vaccines and medicines.
8. The Borrower shall ensure that the Government of the Province of Punjab provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of three million four hundred and two thousand United States dollars (USD 3 402 000) to cover all taxes and duties, the salaries of staff assigned from the Government to the Project, as well as 50% of the overall cost of the two funds to be established respectively for procuring vaccines and medicines at the district level, and for procuring motorcycles for field staff at provincial level. Additionally, the Borrower shall ensure that Project beneficiaries provide counterpart financing for the Project in the approximate amount of one million nine hundred and twenty-seven thousand United States dollars (USD 1 927 000) to cover 20% of the overall cost of the infrastructure schemes designed for collective purposes, as well as 50% of the overall cost of the infrastructure schemes for the benefit of individual households.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Livestock and Dairy Development Department (L&DDD), Government of Punjab.
2. The following is designated as additional Project Party: Tehsil Municipal Administrations (TMAs) participating in the Project or any other successors.
3. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing shall be administered and the Project supervised by the Fund.

Section E

1. (a) The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:

- (i) the Designated Accounts, the Sub Designated Accounts, the PCU Account the Sub-Accounts and the Revolving Fund Accounts, as defined in Section B, Article 6 and 7, and Paragraph 14, Section II of Schedule I hereto, shall have been duly opened;
- (ii) the Project Steering Committee (PSC), headed by the Chairman of the Planning and Development Board (P&D Board), shall have been duly established;
- (iii) the Fund shall have provided its no-objection to the selected social mobilization and technical service providers, and subsidiary agreements between the L&DDD and each such service provider acceptable to the Fund shall have been duly executed, and confirmation shall have been provided to the Fund that dedicated bank accounts have been opened by the selected entities for receipt of the proceeds of the Financing;
- (iv) the Project Director, the Deputy Director of the Project Coordination Unit (PCU) Office, District Coordinators, Deputy District Coordinators, District Officers for the Target Districts (as defined in Paragraph 1 of Schedule I hereto), and the Finance Manager at PCU level shall have been duly recruited by the L&DDD;
- (v) a Project Implementation Manual (PIM) acceptable to the Fund shall have been approved by, and submitted to, the Fund;
- (vi) the overall implementation framework between the L&DDD and the Local Government and Community Development Department (LG&CD) for the contracting and construction work for the cattle markets shall have been finalised; and
- (vii) an accounting software for managing the accounting system of the Project acceptable to the Fund shall have been installed and become operational.

(b) The following is designated as an additional specific condition precedent to withdrawal: No withdrawal shall be made under Category VIII ("Operating Costs") of the Allocation Table set forth in paragraph 1, Schedule 2 hereto in respect of the Revolving Funds until the Borrower shall have provided its contribution to Revolving Fund Accounts as defined under paragraph 14, Schedule 1, Section II hereto.

2. As an exception to Section 4.08(a)(ii) of the General Conditions, expenditures of up to the equivalent of USD 75 000 for Category II, USD 50 000 for Category VI, and USD 75 000 for Category VIII of the Allocation Table (paragraph 1, Schedule 2 hereto) incurred after 22 November 2013 but before the date of entry into force of this Agreement may be considered Eligible Expenditures for the purposes of this Agreement, if otherwise eligible, notwithstanding the fact that they have been incurred before the start of the Project Implementation Period.

3. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

Secretary
Economic Affairs Division
Ministry of Finance, Revenue,
Economic Affairs,
Statistics & Privatization
C Block, Pak Secretariat
Islamabad, Pakistan

This Agreement, dated [_____], has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund and three (3) for the Borrower.

ISLAMIC REPUBLIC OF PAKISTAN

[Authorized Representative]
[insert title]

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. *Target Population.* The target group of the Project shall include approximately 112 500 poor households in the districts of Mianwali, Khushab, Bhakkar and Layyah in the Province of Punjab (each a "Target District" and, collectively, the "Target Districts" or "Project Area").
2. *Goal.* The overall goal of the Project is to contribute to rural growth and poverty reduction in rural Punjab.
3. *Objectives.* The Project objective is to enhance the livelihoods of approximately 112 500 poor households in the Project Area. This shall be achieved by addressing the key constraints that prevent the increase in production and productivity of the livestock sector.
4. *Components.* The Project shall consist of the following Components: (a) Production Support; (b) Marketing Support; and (c) Project Management.
 - 4.1. *Component 1 - Production Support.* This component aims at increasing livestock production and productivity in the Project Area by: (i) strengthening the capacity of beneficiary communities - including vulnerable women - private sector players, and of the L&DDD, and (ii) supporting the construction of small-scale, community managed infrastructure schemes aimed at enhancing livestock productivity. The component shall facilitate the engagement of the private sector for the provision of technical assistance and capacity building activities, and the provision of a number of other services. This component includes four sub-components, namely: (1.1) Capacity Building of Community Organizations, (1.2) Community Infrastructure, (1.3) Capacity Building of the Private Sector, and (1.4) Capacity Building of the L&DDD.
 - 4.2. *Component 2 - Marketing Support.* This component aims at increasing the selling of livestock products by facilitating the access of smallholder farmers to markets. The component shall facilitate the establishment of linkages with the private sector for the provision of inputs, capacity building activities and other services. This component includes the following three sub-components: (i) Strengthening Farmer Market Organizations, (ii) Market Infrastructure, and (iii) Market Information and Linkages.
 - 4.3. *Component 3 - Project Management.* This component aims at supporting the Project coordination and technical responsibilities of the PCU. In addition, a Special Financing Facility to support promising and well performing Project activities requiring further backing and/or expansion shall be established thereunder.

II. Implementation Arrangements

5. *Federal Level.* The Economic Affairs Division of the Ministry of Economic Affairs and Statistics of the Borrower shall play an overarching coordination role in respect of the Project.
6. *Lead Project Agency.* In its capacity as the Lead Project Agency, the L&DDD shall have overall responsibility for Project implementation.

7. *Project Coordination Unit.* The PCU shall be responsible for the overall planning, coordination, fiduciary management and monitoring of the Project, and for consolidating the Annual Work Plan and Budgets (AWPBs) in consultation with District Coordination Units and service providers contracted for the Project. The PCU shall be headed by a Project Coordinator, and shall comprise a Finance Specialist, a Marketing Specialist, an M&E and Knowledge Management Specialist, as well as a Gender and Poverty Specialist. The positions shall be filled on a competitive basis and candidates from the Pakistan Administrative Service, Provincial Management Service, L&DDD and private sector shall be eligible to apply. Public sector incumbents shall be entitled to salary and a Project allowance, subject to the Borrower's policy, while private sector incumbents shall be paid a market-based salary determined by the relevant committee.

8. *Project Steering Committee.* The PSC shall be headed by the Chairman of the Planning and Development Board (P&D Board) with relevant key secretaries and private sector representatives as members. The PSC shall provide overall oversight to the Project and coordination between various agencies. It shall in addition be responsible for the approval of AWPBs. PSC membership and Terms of Reference (ToRs) shall be specified in the PIM.

9. *Project Executive Committee (PEC).* The PEC shall be headed by the Secretary L&DDD, with the Project Coordinator and one representative each from the P&D Board, the Finance Department, and the LG&CD. It shall consider and decide on any emergent issue needing immediate decision that cannot await the convening of the PSC. The PEC shall also ensure synergy and complementarity between Project activities and those of L&DDD's other adjunct companies and projects.

10. *District Coordination Units (DCUs).* A DCU shall be established in each Target District in the office of the District Livestock Officer (DLO) and shall be responsible for planning, coordination and implementation of activities in the target villages in close collaboration with the social mobilization service provider. The DLO shall be the *ex-officio* District Project Coordinator for implementation of Project activities. A full-time Deputy Project Coordinator shall be engaged to assist the DLO in Project implementation. This shall be an incremental Project-funded position filled on competitive basis. A full-time Finance Manager shall also be recruited to manage Project funds.

11. *District Coordination Committee (DCC).* The DCC shall be headed by the District Coordination Officer or Head of District Administration, in each of the four Target Districts. The DCC shall be primarily a district level coordination and trouble-shooting forum and shall have no executive authority as far as Project management, finances and activities are concerned. DCC meetings shall be convened to address any field level coordination or implementation issue involving a district government entity.

12. *Subsidiary Agreements.* The Lead Project Agency shall enter into an agreement/contract for services with each social mobilization and technical service provider for the implementation of the sub-component respectively assigned thereto. Each agreement/contract for services with such service providers shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, expected deliverables, estimated budget for specific activities, modalities for the implementation of any sub-contracted activities, as well as clearly defined performance evaluation criteria. These agreements shall be monitored closely by the PCU and renewed annually based on satisfactory performance. Each agreement with a service provider shall: (i) specify that the service provider shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Loan and that at completion of the Project Implementation, such assets will be transferred to the Borrower; and (ii) be submitted to the Fund for its prior approval. Each agreement with a service provider may not be modified without the prior consent of the Fund.

13. *Memorandum of Understanding (MOU)*. The Lead Project Agency shall enter into a MOU with each TMA or any other successors participating in the Project setting forth the implementation terms of the cattle markets under Component 2. Each MOU shall clearly specify the scope of the work to be undertaken, estimated budget for specific activities, as well as clearly defined performance evaluation criteria. The MOUs shall be monitored closely by the PCU and shall: (i) specify that the TMAs or any other successors shall maintain a register of assets (e.g. goods and equipment) acquired with the proceeds of the Loan; and (ii) be submitted to the Fund for its prior approval. The MOUs may not be modified without the prior consent of the Fund.

14. *Revolving Fund Accounts*. In total, five revolving fund accounts, one to be established at provincial level in the Province of Punjab (the "Provincial Revolving Fund Account") and one for each Target District (each a "District Revolving Fund Account" and, collectively with the Provincial Revolving Fund Account the "Revolving Fund Accounts") shall be opened and maintained at the National Bank of Pakistan. The Provincial Revolving Fund Account shall be used for procuring motorcycles for field staff whilst the District Revolving Fund Accounts shall be used for procuring and supplying vaccines and medicines. Payment for the services shall be collected from the beneficiaries on a cost-reimbursement basis and deposited in the respective Revolving Fund Accounts. Reporting shall be processed on a monthly basis. The share of the revolving fund covered by the proceeds of the Financing shall be recorded and reported at the weighted average exchange rate applicable on the date on which the funds are transferred from the Designated Account to the Sub-Accounts, through the PCU Account. Subsequent fund revolutions and their re-utilization for procurement of further items for community services shall not be claimed for justification/replenishment against IFAD Imprest advances.

15. *Mid-Term Review (MTR)*. A Mid-Term Review shall be conducted at the end of Project Year three, to assess the progress, achievements, constraints and emerging impact and likely sustainability of Project activities and make recommendation and necessary adjustments for the remaining Project period. The MTR shall be carried out jointly by the PCU and the Fund.

16. *Project Implementation Manual*. The Lead Project Agency shall prepare a draft PIM acceptable to the Fund and submit same for approval to the PSC. When so approved, a copy of the PIM shall be provided by the Lead Project Agency to the Fund. The PIM may be amended or otherwise modified from time to time only with the prior consent of the Fund.

17. *Implementation of Project Components*.

17.1. *Component 1 - Production Support*.

Sub-Component 1.1. Capacity Building of Community Organizations. This sub-component shall be implemented by a service provider/Non-Governmental Organisation ("NGO") to be contracted on a competitive basis with the prior approval of the Fund. The broad-based Village Organizations shall be used as a forum for the households to participate in Project activities with the support of existing NGOs. In addition, a total of 750 Livestock Farmer Field Schools (LFFS) shall be organized during the Project Implementation Period, of which 70% for women. Upon completion of the LFFS cycle, the participants shall be awarded certificates of LFFS graduation.

Sub-Component 1.2. Community Infrastructure. Under this sub-component, small-scale, community-managed infrastructure schemes which aim at enhancing livestock productivity shall be selected on a participatory basis, based on the needs and priorities of the communities, as defined by community groups. The

schemes shall be implemented and managed by the communities themselves as well as by the same service provider/NGO which shall be contracted to implement the Capacity Building of Community Organizations (sub-component 1.1 above).

Sub-Component 1.3. Capacity Building of the Private Sector. Under this sub-component, private sector operators in the Target Districts shall be identified by the DLO and registered with the L&DDD. Service providers that meet the technical and knowledge/skill requirements shall be registered with the DLO. Communities shall be advised to avail themselves only of the services of those providers with the requisite expertise. In addition, a service provider shall be contracted by the Project to design and implement the training programme for Community Livestock Extension Workers, 70% of whom shall be women.

Sub-Component 1.4. Capacity Building of the Livestock and Dairy Development Department. Under this sub-component, the PCU, DLOs and the provincial government of Punjab, among others, shall be responsible for strengthening the capacity of the L&DDD to efficiently and effectively carry out its functions and fulfil its institutional mandate.

17.2. *Component 2 - Marketing Support.*

Sub-Component 2.1. Strengthening Farmer Market Organizations. This sub-component shall be implemented by the same service provider/NGO which shall be contracted to implement the Capacity Building of Community Organizations (sub-component 1.1 above).

Sub-component 2.2. Market Infrastructure. The livestock markets infrastructure shall be planned and upgraded in collaboration with the participating TMAs or any other successors in the respective Target Districts. The infrastructure interventions shall be based on the existing blue-print between the L&DDD and LG&CD for cattle market infrastructure, updated where necessary. A consultant shall be engaged by the PCU, in collaboration with the LG&CD to prepare the detailed design, cost estimates/Bill of Quantities and provide supervision services during up-grading.

Sub-component 2.3. Market Information and Linkages. Market information shall be provided through innovative delivery channels for the small holder farmers whilst pilot initiatives of the L&DDD such as experiments with mobile technology for provision of extension messages and information on markets, shall be scaled-up. The service provider shall be procured through a competitive process or through single source modality if it emerges that no other service provider can offer these services and provided the principles of best value for money are respected.

17.3. *Component 3 - Project Management.* Under this component, support shall be provided to cover the costs associated with the PCU and its functions. Additionally, a Special Financing Facility shall be established subject to the prior endorsement of the Fund, upon recommendation of the supervision missions and Mid-Term Review, to support (i) consolidation of any on-going viable activities; (ii) expansion of any promising Project activity; (iii) provision of any inputs in the field which are considered key for enhancing impact; and (iv) strengthening Project M&E activities.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Loan and Grant Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing ,the allocation of the amounts of the Loan and Grant to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

Category of expenditures	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)	% of eligible Expenditures to be financed
I. Works	3 700 000		100% net of taxes
II. Equipment	1 050 000		100% net of taxes and Government contributions
III. Vehicles	65 000		100% net of taxes and Government contribution
IV. Goods, Services and Inputs	3 360 000		100% net of taxes and net of beneficiaries contributions.
V. Consultancies	70 000	68 000	100% net of taxes
VI. Training	5 540 000	280 000	100% net of taxes
VII. Credit	710 000		100% net of taxes
VIII. Operating costs	5 685 000		100% net of taxes and Government contribution
Unallocated	2 250 000	38 000	
Total	22 430 000	386 000	

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

Works covers Expenditures for community infrastructure (water solutions for livestock, innovative energy solutions for livestock, housing solutions, and any other infrastructure identified by the beneficiaries that can contribute to livestock development), and the upgrading of existing livestock markets.

Equipment covers expenditures for, among other things, starter kit for Community Livestock Extension Workers, veterinary lab equipment, support for local breed semen production, equipment for small ruminants, and equipment for the provision of market information.

Goods, Services and Inputs refers to expenditures related to Asset Creation, which comprises the expenditures for the distribution of goats and poultry packages to vulnerable women and milk chillers and chiller/cooling tanks to transport milk to strengthen the village based milk collection centers.

Consultancy refers to expenditures for, among other things, Technical Assistance to strengthen the policy/regulatory framework, and to strengthen the Farmer Market Organizations.

Training includes expenditures for, among other things, Capacity Building, strengthening Farmers organization among other things, expenditures for Livestock Farmers Field Schools, Farmer Field Days, Exchange Visits, Livestock Fairs and Competitions, Extension Material, Trainings, Stipend for Community Livestock Extension Workers, Internship Programme for University Graduates, Pilot testing of climate resilient fodder crops, Development and Production of vaccines, Establishment of Dairy and Goat/Sheep Marketing Groups, Marketing Support.

Credit refers to the Special Financing Facility referred to in Section 17.3, which is a special facility to be accessed by the PCU upon specific recommendation of the supervision and Mid-Term review missions to support (i) consolidation of any on-going viable activities; (ii) expansion of any promising Project activity; (iii) provision of any inputs in the field which are considered key for enhancing impact; and (iv) strengthening Project M&E activities.

Operating costs includes Expenditures for salaries, and operating costs for the contribution to establish the Revolving Funds for procuring and supplying vaccines and medicines as well as the purchase of motorcycles to be leased to veterinary assistants.

Schedule 3

Special Covenants

In accordance with Section 12.01(a)(xxiii) of the General Conditions, the Fund may suspend, in whole or in part, the right of the Borrower to request withdrawals from the Loan Account if the Borrower has defaulted in the performance of any covenant set forth below, and the Fund has determined that such default has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project.

1. *Gender.* The Borrower shall ensure that gender concerns shall be mainstreamed in all Project activities throughout the Project Implementation Period. The Borrower shall also ensure that the Project activities specifically designed to benefit women and women-headed households are duly and diligently implemented.
2. *Monitoring.* The PCU/DCUs shall monitor the Project and, in partnership with other units and implementing partners/service providers, generate data and information on Project activities, output and outcomes in a manner satisfactory to the Fund. The PCU/DCUs shall also collect information on Project impact and assess impact for target groups in comparison with objectives, using the Fund's standard methodology (Results and Impact Monitoring System).
3. *Environment Protection.* The Borrower shall take all measures to ensure that existing environmental laws and regulations applicable in the country are strictly followed by the Project, and the Project represents an environmentally less stressful approach to using the degraded natural resource base in the Project Area. The Borrower shall take all measures to ensure the Project will not support activities that might generate significant irreversible or cumulative environmental impacts.
4. *Safeguard of Project Assets.* The Borrower shall ensure that all requirements of government and IFAD regulations shall be stringently applied relating to assets, including assets' physical verification procedures, asset coding procedures, assignment of custodians, and avoidance of use other than for Project purposes. In addition, the Borrower shall ensure that all assignment of assets procured through the Financing shall be utilized for the purposes of furthering the objectives of the Project, and IFAD shall be duly informed of all such transfers, and envisaged use of assets after Project life.
5. *Selection of Service Providers.* A procurement committee shall be formed for the competitive selection of service providers. The selection shall be made through Quality and Cost Based Selection processes, to reflect adequate weight to quality of service provider, relevant experience and past performance on similar projects for other donors. Terms of Reference for the service providers, to be included in the bidding document/request for proposal, shall include the required financial reporting, accounting and audit standards and arrangements as well as a description on the flow of funds.
6. *Audit of Service Providers.* The Borrower shall ensure that audit of the service providers will be carried out by a Chartered Accountant firm selected with the concurrence of the PCU and non-objection of IFAD. The Chartered Accountant firm shall be appointed within two (2) months of the close of the respective financial year.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
Goal:			
To contribute to rural growth and poverty reduction in rural Punjab	<ul style="list-style-type: none"> - % decrease in population below poverty line in target districts (Target: 5% decrease from 2013 baseline) - % decrease in child malnutrition in target districts (under 5yrs old, chronic, acute-underweight) (Target: 5% decrease from 2013 baseline) 	<ul style="list-style-type: none"> - Pakistan Social and Living Standards Measurement Survey (PSLM) by the Pakistan Bureau of Statistics (PBS) and National Nutritional Surveys. 	Political and economic stability and security
- Project Development Objective			
To enhance the livelihoods of 112,500 poor households in the districts of Mianwali, Khushab, Bhakkar and Layyah. (by addressing the key constraints that prevent the increase in production and productivity of the livestock sector)	<ul style="list-style-type: none"> - No. of households with improved livelihoods (Target: 112,500 hh) - % increase in net household income (Target: +50%) - % increase in livestock productivity (measured as quantity of daily milk/animal) (Target: +17%) - % increase in livestock production (measured as quantity of milk vs baseline) (Target: +25%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Impact surveys at Project baseline - Mid-term and completion reports 	No significant outbreak of any new livestock disease, drought, flood and/or other natural disasters in the Project districts
<p>Outcome 1 (Production support) Increased production and productivity of the livestock sector</p>	<ul style="list-style-type: none"> - % increase in livestock productivity (measured as quantity of daily milk/animal) (Target: +17%) - % increase in livestock production (measured as quantity of milk vs baseline; live weight of small ruminants sold) Target: <ul style="list-style-type: none"> - 25% increase in milk/cow - 25% increase in live weight of small ruminants sold - % decrease in mortality rates (Target: -50% for cows/buffalos; -33% for small ruminants) - % increase in animal fertility rate (Target: +15%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline and impact assessments - Case studies 	No significant outbreak of any new livestock disease, drought, flood and/or other natural disasters in the Project districts
<p>Output 1.1 (Capacity Building of Community Organizations) Skills and assets of community organizations and vulnerable women enhanced</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of individuals attending village-based trainings (Target: 56,250) - No. of individuals participating in LFFSs (Target: 15,000) - % of women attending the village-based trainings and participating in the LFFSs (Target: 70%) - No. of women provided with goat and poultry packages (Target: 15,000) 	<ul style="list-style-type: none"> - Participatory Monitoring Reports - Project & Progress Reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Increased productivity from improved practises attracts farmers - Culturally embedded gender roles and stereotypes may constraint the participation of women
<p>Output 1.2 (Community Infrastructure) Improved on-farm livestock facilities established</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of households benefiting from new infrastructure schemes: Targets: <ul style="list-style-type: none"> - 46,090 hh from improved water solutions - 1,600 hh from improved energy solutions - 150 hh from housing solutions 	<ul style="list-style-type: none"> - Case studies of individual farms - Participatory Monitoring Reports - Project & Progress Reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Proposed biogas technology fits into the household customs. - Farmers contribute with their own resources for improving on farm livestock facilities
<p>Output 1.3 (Capacity Building of Private Sector) Improved capacity in delivering of</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of new CLEWs, paravets, and extension agents trained, disaggregated by sex Targets: 	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline and impact assessments - Project & Progress Reports 	<ul style="list-style-type: none"> - L&DDD staff develops effective systems for collaboration with CLEWs and para-vets - District based revolving funds with

Narrative Summary	Key Performance Indicators	Means of Verification	Assumptions (A) / Risks (R)
animal health, improved feed and breed improvement services	<ul style="list-style-type: none"> - 1,000 CLEWs (70% women) - 900 paravets and livestock extension agents (10% women) - No. of animals vaccinated and treated against prevalent diseases and parasites per year(Target: 540,000) - No. of animals provided with mineral supplements (Target: 116,250) - No. of dairy cows and buffalo inseminated with certified semen (Target: 100,000) - % increase in conception rate of inseminated animals (Target: +60%) - PPR and CCP vaccines for sheep and goats produced locally and distributed - Appropriate climate resilient fodder varieties suitable for the arid and semi-arid environments tested locally and disseminated 	<ul style="list-style-type: none"> - Case studies of individual farms 	<ul style="list-style-type: none"> - adequate liquidity for procurement of medicines established - Quality vaccines and drugs are available - Adequate numbers of veterinarians and animal health agents are operating at target districts
<p>Output 1.4 (Capacity Building of the Livestock and Dairy Development Department)</p> <p>L&DDD's capacity for providing improved livestock extension, health, and AI services strengthened; policy and regulatory framework strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> - % of L&DDD vacant VOs and paravet positions (Target: 0%) - No. of female DMVs and VAs recruited (Target: 8 DMVs, 12 VAs) - Livestock Strategy and Action Plan approved 	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline and impact assessment studies - Project & Progress reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Consensus among livestock sector stakeholders for revised regulations
<p>Outcome 2 (Marketing Support)</p> <p>Increased marketing of livestock products</p>	<ul style="list-style-type: none"> - % increase of marketed milk and live animals (Target: +30%) - % increase in farm-gate price for milk and live animals (Targets: +10%) 	<ul style="list-style-type: none"> - Baseline and impact assessments - Case studies. - Project & Progress Reports 	<ul style="list-style-type: none"> - Successful Public Private Partnership established
<p>Output 2.1 (Strengthening Farmer Market Organizations)</p> <p>Dairy and Small Ruminant Marketing Groups established and operating</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of marketing groups operational/functional - No. of households joining the marketing groups <p>Targets:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 dairy marketing groups established with a membership of 12,500 hh - 200 goat marketing groups established with a membership of 4,000 hh 	<ul style="list-style-type: none"> - Project & Progress reports 	
<p>Output 2.2 (Market infrastructure)</p> <p>Livestock marketing infrastructure established and operating; village-based milk collection centers strengthened</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of livestock markets upgraded (Target: 2 class B and 10 class C) - No. of milk collection centers established (Target: 100) 	<ul style="list-style-type: none"> - Project & Progress Reports - Revised regulations for the operation of livestock markets 	<ul style="list-style-type: none"> - Facilities be operated in cooperation with the private sector, Tehsil Municipal Administration
<p>Output 2.3 (Market information and linkages)</p> <p>Market information and innovative financial services available to smallholder farmers</p>	<ul style="list-style-type: none"> - No. of users having access to market information through mobile system (Target: 25,000) 	<ul style="list-style-type: none"> - List of messages and users - Case studies - Project & Progress Reports 	<ul style="list-style-type: none"> - No significant risk